N°7 - Marseille - Décembre 2017

https://dupainsurlaplanche.noblogs.org
dupainsurlaplanche@riseup.net

Une feuille d'agitation pour mettre en lien des idées et des gestes qui nous parlent de désirs d'en finir (et plus vite que ça) avec tous les rapports de domination qui structurent cette société mortifère.

Un outil qui veut se donner le temps de susciter des rencontres et d'approfondir des analyses loin du rythme frénétique d'internet où, trop souvent, les opinions tournoient sans s'incarner ni porter à conséquences.

Du papier pour s'affûter. Du papier pour foutre le feu!

Du pain sur la planche

feuille d'agitation anarchiste

Sans attendre.



« L'idée d'une transformation sociale n'est pas de mode aujourd'hui. Les « masses », nous dit-on, sont totalement endormies et intégrées aux normes sociales. D'un tel constat, on peut tirer au moins deux conclusions : la révolte n'est pas possible ; la révolte n'est possible qu'à quelques uns. La première conclusion peut à son tour se décomposer en un discours ouvertement institutionnel (nécessité des élections, des conquêtes légales, etc.) ou en un autre de réformisme social (auto-organisation syndicale, lutte pour les droits collectifs, etc.). De même, la seconde conclusion peut soit fonder un discours avant-gardiste classique, soit un discours anti-autoritaire d'agitation permanente. »

À couteaux tirés avec l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques.

Printemps 2016. En plein État d'urgence la mobilisation contre la loi travail(le!) vient bousculer des semaines de propagande républicaine, patriotarde et sécuritaire. Elle amène une bouffée d'air aussi inatendue que rafraîchissante entre le désespérant « je suis Charlie » et l'ahurissant « j'ai embrassé un flic ». Taire le rôle des organisations dans cette contestation n'aurait pas de sens. Nous rejetons leurs logiques politiciennes (délégation, représentation et revendication) qui sont issues et participent complètement à la reproduction de cet existant moisi. Leur volonté de plaquer leurs échéances sur nos révoltes, tentant de déterminer LE moment de s'énerver, voter pour eux ou patienter nous débecte. Ces faux-amis ne tolèrent l'offensivité de certaines pratiques que lorsqu'ils en déterminent les modalités (blocage des voies ferrées mais sans sabotage ni trashage de la gare, blocage de raffinerie mais sous certaines conditions…) et qu'elle leur semble légitimée par la présence d'un mouvement social ®. Quand ils sont débordés, qu'ils pensent avoir effectué une démonstration de force suffisante ou obtenu ce qu'ils veulent, ils sont souvent les premiers à s'interposer, crier « au scandale » ou sonner la fin des hostilités. [1]

Printemps 2016. Dès les premières journées de mobilisation, les orgas officielles sont rejointes (et plus ou moins bousculées selon les villes) par des milliers de non encarté-es. Parmi toutes les façons d'envisager cette lutte, différentes et souvent incompatibles, se sont ébauchées des tentatives qui nous ont enthousiasmées. Désireuses d'étendre le refus d'une loi particulière à la critique passionnée de l'existant, préférant la multiplicité à l'unité et la diffusion des hostilités à une quelconque centralité, elles profitaient du plus grand nombre d'oreilles ouvertes pour réaffirmer le choix de l'auto-organisation, de l'action directe et de la conflictualité permanente. À la vision quantitative qui résume la lutte au nombre des participant-es aux cortèges « unitaires » et s'accompagne souvent de la recherche des slogans les plus fédérateurs possibles [2], certain-es opposaient le refus de la politique et une critique acérée de toute forme de domination. Manifestations autonomes et vandales, attaques ciblant diverses institutions et rouages de l'économie, et quelques uns des nombreux affrontements avec la bleusaille nous ont particulièrement réjoui-es[3]. Le retrait des centrales syndicales après plusieurs mois, en précipitant la fin de partie pour des milliers d'individus, a restreint les possibilités d'échos et de rencontre pour toutes celles et ceux qui ne voyaient aucune raison de s'arrêter. Faute d'avoir su inventer son propre tempo pour sortir des ornières d'un mouvement cantonné au refus d'une loi particulière, suivant un itinéraire « balisé » par les journées d'actions nationales et des formes plus ou moins ritualisées, l'espace ouvert socialement s'est refermé peu à peu. Durant l'année qui vient de s'écouler, la mise en sourdine de la contestation « officielle » n'a pas signifié calme plat. Des vives tensions ont notamment éclaté suite à certains des meurtres commis par la police (ceux d'Adama Traoré en juillet 2016 et de Shaoyo Liu en mars 2017) et au viol de Théo par la BST en février. Plusieurs soirs d'émeutes se sont succédés fin novembre suite à la mort d'un homme à Vienne, fauché par un train alors qu'il tentait d'échapper à la police.

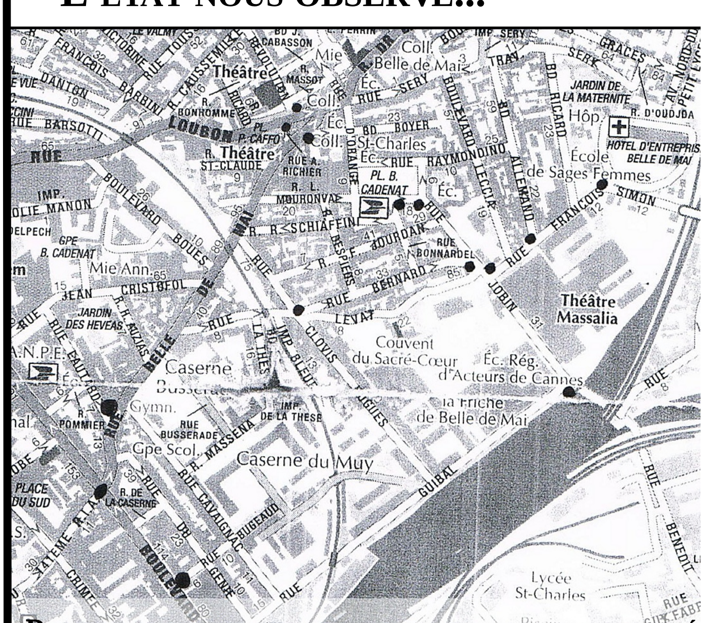
Après des mois de campagne présidentielle puis de négociation avec le nouveau gouvernement pour les un-es, d'agitation anti-électorale et d'activités moins partagées pour d'autres voici que la CGT et Solidaires (...) ont fait leur retour en septembre (annonçant de nouvelles manif contre la loi travail XXL). L'espoir d'être plus nombreux-ses à arpenter les rues a fait son effet : plus d'un-e est repart- ie bille en tête, quitte à servir de main d'oeuvre à l'une ou l'autre des forces en présence (organisations, partis, ou entités « autonomes » désireuses de construire leur propre position d'hégémonie, comme certaines composantes du « cortège de tête »). Si le mouvement promis n'a jamais décollé, il ressort qu'un certain nombre de politicien-nes (dont les organisations syndicales) comptent faire d'un opportuniste discours « anti-Macron » leur fonds de commerce pour les années à venir. Plusieurs d'entre elles se sont regroupées dans un « front social » qu'on s'attend à voir ressurgir, tel quel ou recyclé. La présence sous cette banière d'entités aussi antinomiques que la CGT Préfecture de police de Paris, le collectif « Urgence notre police assassine », le FSU syndicat national de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (SNPES/PJJ) et de Génération ingouvernable participe et entretien un climat de confusion générale dont on se passerait bien. Nous refusons cette logique qui consiste à chercher le plus grand nombre d'allié-es possibles (autoritaires compris-es) en laissant de côté tout ou partie de nos critiques.

Ennemies de tout pouvoir, nous n'avons que faire de remplacer un président par un-e autre : c'est tout l'édifice qu'il faudra détruire si nous voulons vivre libres un jour. Nous ne parlerons pas non plus de « tournant historique »: il y a une continuité ET un durcissement dans les formes empruntées par la domination. Il semble probable que le quinquennat en cours (celui d'un tel président doté d'une majorité parlementaire) soit l'occasion d'une série de coupures budgétaires destinées à réajuster modalités d'exploitation (et niveau de protection sociale) à la nouvelle place de l'Europe au sein de l'économie mondiale. Plusieurs réformes touchant (entre autres) les retraites, l'assurance maladie et l'indemnisation des chômeur-ses ont d'ores et déjà été annoncées par le gouvernement. L'inscription des mesures clés de l'état d'urgence dans le droit commun (augmentation de l'arsenal matériel et législatif au service des uniformes, notamment par l'extension de la « légitime défense » qui diminue encore les enquêtes de l'IGPN [4]) envoie un signal très clair aux pauvres et/ou révolté-es potentiel-les. Les tenant-es du pouvoir comptent imposer leurs réformes dans un contexte rendu instable par la précarisation progressive de pans entiers de la population. Ils multiplient logiquement le nombre de cages à leur disposition (33 prisons supplémentaires, et combien de centres de rétention?). Les questions posées par ce contexte spécifique sont loin d'être nouvelles... Est-ce que les raisons qui nous meuvent sont de l'ordre de la préservation de l'existant ou un refus plus vaste des logiques qui structurent ce monde, le désir d'autre chose? Si la tendance se confirme, descendrons-nous dans la rue pour (essayer de) préserver nos maigres ressources ou mettre de l'huile sur le feu ? Comment éviter de nourrir les ambitions et les positions de pouvoir de toute la cohorte de petit-es chef-fes et leadeurs prêt-es à tirer parti et prestige de la colère ambiante? Comment rencontrer des compagnon-nes de route si nous ne sommes pas claires sur nos idées et perspectives?

Aujourd'hui comme hier, il nous tient à coeur d'inventer des formes de continuités qui ne dépendent pas seulement de ce qui se passe autour, mais de nos idées et colères propres.

[1] Les textes écrits dans le n°2 (mars 2016) « Pourquoi on resterait calmes ? » et « En chemin » nous semblent encore d'actualité.
[2] Quite à dissimuler une partie de ses idées ou dire n'imp' pour rendre son discours plus sexy (non, malheureusement, « tout le monde » ne déteste pas la police).
[3] Voir le texte « Crève la justice ».
[4] connues pour être à la décharge (quasi-systématique) des uniformes.

L'État nous observe...



Des promeneur-euses attentif-ves ont constaté l'apparition d'une série de poteaux enrubannés de gris (futurs porteurs de caméras de ville) dans plusieurs quartiers de Marseille. A la Belle-de-Mai, cette floraison malvenue a pris une ampleur particulière (les points sur le plan en donnent une idée). Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain. L'intérieur des poteaux est resté ventre à l'air durant l'été : les débats allaient bon train entre sceptiques persuadé-es que l'entreprise qui fournissait leur garniture (disjoncteurs et cables) était en rupture de stock (vu le nombre qui sont installées partout cela n'aurait rien d'étonnant), optimistes ayant remarqué que certains mâts semblaient noircis... (une résistance de basse intensité retarderait les travaux ?!) et pragmatiques convaincu-es qu'il s'agit de deux phases distinctes (probablement confiées à des entreprises différentes). Ça rigole moins, maintenant. Après cette première phase, relativement longue : mise en place des poteaux et du boîtier qui les accompagne à l'extérieur, souvent tamponné Enedis, creusage des tranchées pour les câbles d'alimentation électriques et la fibre optique est venue la seconde. Du jour au lendemain une bonne partie des dômes (Samsung) ont été mis en place.
Mais même opérationnelles, ces instruments du pouvoir se font régulièrement attaquer (et mettre hors d'état de nuire).

... Crevons lui les yeux !

Et si on en discutait ?

Voilà deux ans maintenant que nous diffusons Du pain sur la planche dans certains quartiers de Marseille. En dehors de quelques mots glanés au hasard de ces diffusions, nous n'avons que peu d'occasions de discuter de ce que les textes présents dans cette feuille d'agitation provoquent chez celles et ceux qui les lisent.
Nous voulons ouvrir un espace d'échange, tant pour revenir sur les problématiques présentes dans les textes, que pour aborder des thèmes brûlants d'actualité et poser la question des manières d'intervenir dans la conflictualité sociale.

Rendez-vous le 8 janvier 2018 à 18h à la fontaine des Réformés puis nous irons discuter au chaud.

[*Ce texte a été diffusé sur Marseille en octobre/novembre 2017. Il se veut une contribution à la lutte contre les frontières, le contrôle et l'enfermement en tant que tel, dans un contexte de mobilisation contre les expulsions de personnes considérées par l'État comme indésirables.*

Des Hautes-Alpes à Vintimille, en passant par la vallée de la Roya et Marseille, nombreux-ses sont celles et ceux qui organisent un soutien matériel, pour aider le passage des frontières et ouvrir des espaces d'hébergement qui ne dépendent pas des logiques de tri et de gestion des institutions et de leurs supplétifs associatifs/humanitaires.

Le pouvoir saute sur chaque occasion pour durcir son arsenal de contrôle et de répression. Quelques heures après l'attaque au couteau ayant tué deux personnes à la gare St-Charles, des annonces ont été faites concernant un futur plan de construction de cellules en centres de rétention. Dans la foulée, on apprend que des travaux vont avoir lieu en décembre au CRA du Canet pour faire passer ses « capacités » d'enfermement de 60 à 138 personnes, ce qui encouragera les condés à multiplier rafles, arrestations et expulsions. Dans la même veine, le gouvernement entend porter la durée maximale d'enfermement en CRA de 45 à 90 jours, et créer des centres d'assignation à résidence à proximité des aéroports pour accélérer l'expulsion des personnes visées par règlement Dublin.

Au-delà du soutien apporté à des personnes menacées d'expulsion, il nous importe d'alimenter des dynamiques de lutte autonomes qui refusent le dialogue avec les acteurs institutionnels et explorent des chemins de solidarité et d'offensive face à une chasse aux pauvres qui s'intensifie chaque jour.

D'où la proposition faite dans ces lignes de souligner clairement les diverses responsabilités de structures impliquées dans la machine à enfermer et expulser, que nous ne considérons pas comme interlocuteurs mais comme ennemis à combattre. Cette proposition ne demande qu'à être développée et précisée, tant par d'autres contributions écrites et par la discussion, mais aussi dans la pratique.

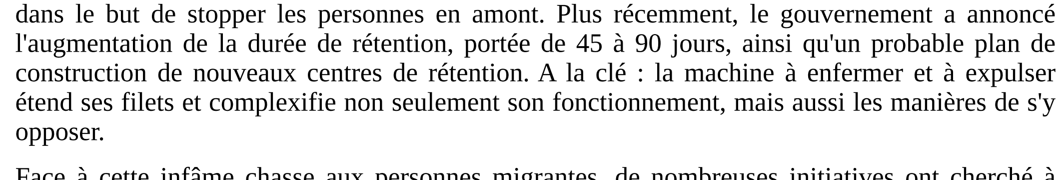
Aujourd'hui comme hier, ici comme ailleurs : destruction des centres de rétention, liberté pour tou-te-s!]

Toute frontière est guerre, toute frontière est prison

Toute frontière est imposée. Le pouvoir définit par la force l'étendue de son territoire, déterminant au passage qui a le droit d'y résider ou non. De là, il n'y a pas de « bonne » gestion des migrations (et nous n'en voulons aucune) mais un arbitraire qui se maintient et évolue en fonction des époques et selon les intérêts des puissant-es.

Celle où nous vivons est marquée par un contexte de guerres et de conflits armés généralisés aux quatre coins de la planète, toujours alimenté-es par les Etats en place et des forces concurrentes qui veulent le pouvoir et le contrôle sur les populations et les richesses de tel ou tel territoire. Ces conditions forcent des millions de personnes à fuir les régions où elles habitent afin de survivre, chercher une vie meilleure et plus de liberté.

Les autorités européennes ont adapté et élargi leurs dispositifs répressifs ces dernières années afin de garder le contrôle suite aux déplacements forcés de populations. Suite aux expulsions successives de campements à Calais et à Paris, l'Etat a multiplié les structures différentes (CRA, camps temporaires, CAO, PRAHDA...), adaptées au tri, à l'isolement et aux expulsions des migrant-es jugé-es indésirables, afin de briser tout point de fixation et toute possibilité d'auto-organisation. En parallèle, les dispositifs Dublin sont régulièrement renouvelés et durcis, et les Etats européens externalisent la gestion des frontières par des accords avec la Turquie et la Libye



dans le but de stopper les personnes en amont. Plus récemment, le gouvernement a annoncé l'augmentation de la durée de rétention, portée de 45 à 90 jours, ainsi qu'un probable plan de construction de nouveaux centres de rétention. A la clé : la machine à enfermer et à expulser étend ses filets et complexifie non seulement son fonctionnement, mais aussi les manières de s'y opposer.

Face à cette infâme chasse aux personnes migrantes, de nombreuses initiatives ont cherché à contrer l'isolement et les dispersions, notamment en ouvrant et occupant collectivement des lieux pouvant être des étapes aidantes sur des parcours, notamment dans les Hautes-Alpes, voie de passage plus fréquente depuis que les autorités ont verrouillé la frontière à Vintimille et rendu plus difficile les passages par la vallée de la Roya.

Il n'est pas rare non plus que les frontières soient forcées, comme à Ceuta et Melila (Maroc/Espagne) ou à Calais, que des révoltes éclatent dans les centres de rétention ou que des personnes parviennent à s'en évader, que des protestations viennent déchirer le masque humanitaire des « centres d'accueil » pour montrer leur véritable fonction : celle de toute prison.

A Marseille dernièrement, les rafles se sont succédé dans certains quartiers pris pour cible par la police, rejoignant en cela les velléités de la mairie de « nettoyer » le centre-ville pour faire place nette aux touristes et autres bourges. La RTM (régie des transports marseillais) a elle aussi pris sa part dans des opérations de contrôle qui peuvent amener les personnes prises en garde-à-vue, voir en centre de rétention.

De fait, la machine à expulser, allant des arrestations à l'expulsion en passant par l'enfermement, compte de multiples étapes auxquelles participent nombre d'acteurs : la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) qui gère les Établissements Pénitentiaires pour mineurs (EPM) dans lesquels atterrissent nombre de mineurs isolés étrangers arrêtés par les flics. L'Addap 13, qui se targue d'assurer le repérage et la gestion de ces mineurs pour le compte du Département. Adoma qui gère les centres de tri dans le cadre du PRAHDA (programme d'accueil et d'hébergement de demandeurs d'asiles). Mais aussi Bouygues, qui a construit le CRA du Canet et qui se partage sa gestion avec d'autres boîtes comme Vinci (GTM Multiservice), Défi Restauration..., ou encore la SNCF qui n'hésite pas à refouler des personnes hors des trains et/ou à les balancer aux flics.

Une des nombreuses manières d'enrayer la mécanique des expulsions pourrait être de diffuser une hostilité contre ces participants, qui se retrouvent d'ailleurs dans d'autres domaines contribuant à façonner ce monde : outils de surveillance, autoroutes et aéroports, centrales nucléaires, palais de justice et prisons...

Si nous refusons de rester passif-ves et de contempler l'oppression en spectateur-trice-s désabusé-es, c'est bien parce que nous vomissons toute la domination et l'exploitation auxquelles l'Etat et le capitalisme veulent nous contraindre.

Ce que nous refusons pour nos vies, nous le refusons également pour d'autres.

Nous voulons nous battre pour notre liberté, et c'est dans ce combat que peuvent se tisser des complicités détonantes.

Affûtons notre rage pour abattre les frontières, les Etats, et ce qui leur permet d'exister !

Liberté pour toutes et tous !

Crève la justice !

On reprenait dans le numéro de juin une série d'actions revendiquées en solidarité avec plusieurs individus accusé-es de l'incendie d'une keufmobile en mai 2016 à Paris [1]. La solidarité a continué à s'exprimer sous de multiples formes tout au long de l'été et de l'automne (avant, pendant et après le procès) : discussions publiques, affiches, actions directes, déambulations sauvages...

Le procès a eu lieu mi-septembre à Paris dans une ambiance électrique. Les deux compagnon-nes (seul-es des neuf inculpées comparaissant incarcérées) ont choisi de faire silence [2]. La routine macabre du tribunal a été perturbée par la présence de nombreux-ses solidaires et par les échos de certaines des attaques qui ont eu lieu à l'extérieur (le tout au milieu de nuées de journalistes et d'un énorme dispositif policier). Le 19 septembre, premier jour du procès, cinq véhicules de la gendarmerie (trois fourgons de mobiles et deux bus) sont incendiés dans la caserne de Limoges (Haute Vienne) en lien avec *« les inculpé-es dans l'affaire de la voiture de police brûlée quai Valmy »*. Deux jours plus tard, c'est l'entrepôt de la caserne de Gendarmerie Vigny Musset à Grenoble (Isère) qui est la proie des flammes. 30 véhicules et le laboratoire technique partent en fumée [3].

Le 11 octobre, le juge Alain Alçufrom a distribué des années de taule. Comme toujours lorsque les larbins de l'État sont visés, les peines se veulent dissuasives : jusqu'à 7 ans de prison pour la personne reconnue coupable du jet de fumigène ayant provoqué l'incendie. À l'énoncé du verdict de nombreux cris ont retenti dans la salle. L'agence **«1+1»** qui réalise des campagnes de pub pour le ministère de la justice (entre autres) a reçu dans la foulée la visite d'une quinzaine de personnes (devanture taguée...). Le soir même, un rassemblement était prévu à Ménilmontant. Une fois la banderole déployée, le cortège s'est élancé vers le centre de la capitale: *«les slogans sont gueulés tout au long de la manif. Des tags fleurissent, certain-es s'arment de pierres ou de bouteilles, d'autres déplacent les poubelles, de petits feux en surgissent, vite éteints par des citoyens vigilants. Les vitrines se fendent, plus on se rapproche du Marais, école de commerce, picard, banques, mais aussi magasins de fringues et de bijoux [ ] personne n'est arrêté »*.

Au delà de la colère, de la tristesse et du dégoût que nous provoquent la lourdeur de ces condamnations, nous nous reconnaissons dans les choix fait par celles et ceux des inculpé-es qui ont décidé de garder le silence face aux juges et aux médias: refusant de balancer d'autres personnes pour tenter de se tirer d'affaire, de *« regretter » ce dont iels étaient accusé-es ou de présenter la répression qu'iels subissaient comme une répression spécifique et « injuste »* (celle du mouvement social, de militant-es connu-es des services de police, etc...). Et au delà des murs, dans les choix faits par nombre de compagnon-nes, connu-es ou non : évacuer la question de l'innocence ou de la culpabilité des personnes inculpé-es pour partager (en mot et en actes) le sens de l'attaque qui leur est reprochée, et celui de l'offensive contre tous les rouages de ce monde de chaînes et de barbelés.

Vive la révolte !

[1] Principalement adressées aux deux inculpé-es qui ne se distanciaient pas de ce bel incendie.
[2] Kara est sortie depuis. La personne accusée d'avoir placé le fumigène qui a incendié la voiture n'a pas été trouvée par les chtars à l'heure actuelle. On lui souhaite bonne chance.
[3] La réponse de l'État ne s'est pas faite attendre, sous forme d'appel à témoins dans les pages de la presse régionale (Grenoble) et de mails menaçant de fermeture certains des nombreux sites internet ayant relayé les communiqués de revendication (Indymédia Nantes, Indymédia Grenoble...)

Quelques unes des autres actions revendiquées en solidarité... le 11 septembre : l'antenne interrégionale du **SPIP** de Marseille (service pénitentiaire d'insertion et de probation) perd toutes ses vitres. Le 19 septembre trois **autolib** sont incendiés aux Lilas (Seine-saint-Denis). Le 23 c'est un camion de la **mairie** de Clermont-Ferrand qui prend feu. Le 1er octobre: une camionette **Derichebourg** (entreprise connue pour se faire de la thune sur l'enfermement) est embrasée à Montreuil. Le 10 octobre, plusieurs vitres de l'**école de commerce de Besançon** sont brisées « pour un monde sans flic ni fric ». 24 octobre : trois voitures de la **police municipale** sont incendiées à Clermont-Ferrand. (...)

Vincennes CRAme encore !

A l'heure de terminer le journal nous apprenons que le centre de rétention de Vincennes s'est une fois de plus embrasé. Dans la nuit du 4 au 5 décembre, huit personnes détenues ont tenté de s'évader, rattrapées avant de pouvoir franchir l'enceinte. Au moment où les condés allaient les placer à l'isolement, une mutinerie a éclaté, et une série d'incendies a mis toute une aile de la prison hors-service. Cette révolte intervient alors que l'Etat comptait agrandir le CRA d'une soixantaine de cages supplémentaires.

Ce n'est pas la première fois que cette taule connait des secousses: en juin 2008 elle avait été rasée au sol par une révolte incendiaire. En 2012, sept personnes réussissaient à se faire la belle. En 2016 encore, plusieurs départs de feux et une rebellion pour empêcher une expulsion avaient considérablement abimé le camp.

Un lieu d'enfermement qui brûle, c'est une bouffée d'air et un peu de chaleur au coeur de tou-te-s cell-eux qui désirent la liberté. C'est aussi une invitation à des échos de solidarité, et à amplifier des dynamiques de lutte contre les frontières.

Feu à toutes les prisons !



QUELQUES BRÈVES...



Corde et marteau... C'est avec cette méthode simple qu'une dizaine de caméras de surveillance a été détruite dans le quartier des Grézilles à Dijon sur une période d'un an. Une personne a malheureusement été interpellée en août au cours d'une de ces séances d'activités manuelles ...

La permanence... de l'attaque. «Personnalités à risque» les politicard-e-s? En tout cas, les assureurs rechigneraient de plus en plus à prendre en charge les permanences politiques, du fait de la multiplicité des dégradations (casse, tags, incendies...) qui les visent depuis belle lurette. A vos marques, prêt-e-s...?

Percer les frontières. Parmi tant d'autres expériences de passage des frontières, début septembre à Calais, une cinquantaine de personnes migrantes ont saisi l'occasion d'un bouchon sur une rocade pour monter dans des camions vers l'Angleterre. S'en sont suivis des affrontements avec les flics. Début août à Vintimille, un groupe de personnes tentant de forcer de force la frontière s'est fait embarquer dans une caserne des carabiniers italiens, caserne qui s'est faite saccager par les personnes arrêtées.

Y' a du grabuge dans la taule. Fin octobre, une mutinerie éclate au centre pénitentiaire de Bourg-en-Bresse. Des détenus allument un incendie qui ravage toute une aile de la taule.

Feu à l'EPM ! En septembre et octobre, plusieurs cellules ont été incendiées par des détenus à l'EPM (établissement pénitentiaire pour mineurs) de Meyzieu (banlieue de Lyon).

Boum surprise au local de l'Action française à Marseille. Les convives étaient tous parti-es, mais la soirée a continué à être pétaradante rue Navarin fin juillet. Un engin explosif a explosé devant les locaux des fascistes, laissant un peu de suie sur leur façade.

Sales moments pour les uniformes et leurs outils de travail... On commence par les matons: fin juillet à Marseille, deux bagnoles de surveillants en poste aux Baumettes sont incendiées devant la taule, comme un bel échos à la conflictualité à l'intérieur des murs cet été. Fin août, c'est cinq voitures de matons qui partent en fumée à proximité de la prison de Villepinte (93), au cœur d'une résidence « occupée à 90% par des agents pénitentiaires ». Fin octobre et début novembre, c'est devant la taule de Chambéry que des voitures de matons sont incendiés. Comment ne pas mentionner également ce bel incendie qui a mis fin au service de quatre véhicules de la police municipale de St-Denis (93) début août. Mi-novembre, trois bagnoles de flics sont incendiées devant le comico d'Anthony (Hauts-de-Seine).

La THT n'avance pas sans encombres dans les Hautes-Alpes. La société RTE en charge des travaux de cette ligne à très haute tension continue d'en payer le prix: préfabriqués, voitures de service et engins de chantier détruits par les flammes ou endommagés, sabotages divers sur les pylônes...tout le monde ne se résigne pas devant l'avancée des travaux dans la haute Durance.

Au petit matin du 29 novembre, les banquiers de plusieurs agences du centre-ville de Mont-de-Marsan ont eu une mauvaise surprise, en découvrant les écrans des DAB brisés, probablement à l'aide d'un marteau. Il semblerait que, contrairement aux insinuations de la presse du capital, qui reflète la logique mercantile de ce monde, cette série d'attaques soit purement gratuite (repris du blog Sans attendre demain).

Dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 novembre 2017 à Toulouse, trois camions-toupies du cimentier **LAFARGE** ont été incendiés sur son site, situé chemin de Fenouillet. Selon les flics, cet incendie serait d'origine intentionelle. Le leader mondial du ciment LAFARGE est réputé pour faire du business avec Daesh en Syrie (repris du blog Sans attendre demain).

Dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 novembre la Casemate, le **Centre de Culture Scientifique Technique et Industrielle** de Grenoble, a été volontairement saccagée puis incendiée. Tout le premier étage, ainsi que l'ensemble des machines, outils et matériaux ont fondu ou sont partis en fumée.

« Linky dégage ! ». Fin octobre à Limoges, un incendie volontaire calcine 21 véhicules de la société Enedis (ex-GRDF). Enedis est de plus en plus visé, entre autres par rapport à l'installation des nouveaux compteurs Linky qui fliquent les habitations.

« Lorsque les vandal.e.s ont la dalle, ça peut faire mal ». C'est ainsi que des anonymes ont revendiqué le saccage d'un bureau de vente immobilière European Homes à Grenoble fin octobre, préférant l'attaque à la négociation d'un toit.

Avis au Séducteur

(le trop-nombreux "relou de service")

On était dans la rue, la tête ailleurs ou speed, en train de discuter ou seules, joyeuses, fatiguées ou en colère, forcément disponibles selon toi (puisque "sans mec"). Cela t'a suffi pour dire ce que tu pensais de notre physique, nous conseiller de "sourire un peu" (pour mieux nous vendre?) etc. Il aurait fallu tout interrompre pour s'intéresser à ton cas. Quand on n'a pas répondu suffisamment poliment ou vite à ton goût tu t'es montré menaçant. Sale type!

Ce n'est pas parce que je suis seule que je t'attends. Tes fantasmes dégoulinants ne me regardent pas.

On se papouillait dans la rue et je t'ai senti te raidir, à distance. Macho, religieux, kéké ordinaire, tu nous as identifié comme deux garçons qui s'aiment: une remise en cause insupportable de tes schémas étriqués. Regards lourds, insultes, menaces, coups: tu aurais voulu nous faire rentrer dans tes cases. On s'embrassait avec une copine et t'as osé demander dans un rire gras si on avait besoin d'un mec... Sac-à-merde!

J'étais dans la rue à diffuser mes idées (distribuer des tracts, coller des affiches...). Il m'a fallu un petit temps pour comprendre que tu n'étais pas là pour discuter. L'envie d'en finir avec toute autorité, de passer à l'attaque de ce qui nous pourrit la vie...Tu n'en avais rien à carrer. Pour toi je n'étais pas une complice potentielle mais un morceau de viande. Tu n'as pas compris que je m'énerve. Comment aurais-je pu me sentir flattée?

De jour, de nuit, dehors ou chez moi, inconnu ou très proche, peu importe: tu t'es cherché plein d'excuses pour minimiser tes actes: tu as dit que j'étais la fautive, que je l'avais "bien cherché". Après tout on était "en couple" et je dormais à tes côtés, il était tard, j'étais bourrée, je faisais du stop, j'étais habillée "provocante", j'étais en train de tapiner... Dans ton esprit tordu, ça justifiait le fait de m'imposer ta sexualité, de te passer de mon consentement. Ordure!

Tu es le seul responsable de ce qui s'est passé.



Prends garde à ma vengeance.

Je vais continuer à courir les rues, seule ou en bonne compagnie, de jour comme de nuit, habillée et me comportant selon mes désirs de subvertir cet existant mortifère. J'ai mieux à vivre, à faire, que de t'expliquer pourquoi tu es pénible, en quoi tes "compliments", tes conseils, ta surveillance, tes réflexions permanentes m'oppressent.

Comme tout ce(ux) qui voudrai(en)t m'empêcher de vivre libre, tu risques de prendre des coups.

une allumeuse hermaphrodite

[Affiche trouvable sur les murs de quelques villes ces dernières années]

CRACHER DANS LA SOUPE



L'État affûte constamment son arsenal (militaire, policier et législatif) pour s'imposer dans tous les domaines de notre existence. Sous prétexte d'éviter la « guerre de tous-tes contre tous-tes », de lutter contre le terrorisme et d'assurer notre protection, il s'érige en médiateur et arbitre de tous les rapports sociaux. Nous sommes censé-es lui reconnaître le monopole de la violence (la réponse à tout conflit doit être déléguée à la justice). Quiconque décide de s'attaquer directement à ceux ou celles qui lui ont fait violence ou à ce qui le/la dégoûte (patron-ne, agresseur, banques, industriel-les etc) sait qu'iel perdra le statut de victime / opposante respectable pour être mis-e au banc des indésirables. En complément de ce volet répressif, la démocratie met en œuvre un large éventail de « promesses » pour persuader chacun-e de rester dans le rang. L'existence de formes légales de contestation, dans les mains du pouvoir et extrêmement limitées (pétitions, lobbying médiatiques et politiques…) font partie de ces « carottes » destinées à entretenir l'illusion progressiste (« changer le système de l'intérieur est possible »). Un des exemples les plus récents est la loi sur le harcèlement sexuel, issue d'une campagne pleine d'amalgames racistes [1] lancée par des politiciennes du 18è arrondissement parisien au printemps 2017 et mise sur le devant de la scène médiatique par la succession de « révélations » concernant les agissements dégueulasses d'une flopée de politiciens, acteurs, photographes etc.

Un petit pan de barrage a cédé. Durant quelques semaines, une multitude de témoignages (anonymes ou non) a éclaboussé des hommes de tous les milieux, mettant en lumière le kaléidoscope de violences et d'humiliations qui composent le patriarcat. Des remarques sexistes au harcèlement, de la pression à la sexualité aux nombreux viols... ces voix déversant un ramassis infâme de violences tues, invisibilisées, digérées en silence ont tourbillonné un moment avant de se perdre (pour la plupart) sur la toile des différents réseaux sociaux. Les instances démocratiques se sont activées pour circonscrire la brèche, faire en sorte que le flux ne déborde pas le canal balisé de la revendication à l'État. L'« égalité hommes-femmes » une fois réaffirmée « grande cause du quinquennat », la parole publique s'est resserrée autour du dialogue entre certaines associations féministes (rageuses de n'être pas plus consultées) et les tenant-es du pouvoir. Une loi est en cours d'élaboration. Elle devrait aboutir dès 2018 à la création d'un « délit d'outrage sexiste » verbalisable immédiatement. Ce qui implique d'une part que les flics pourront réagir directement à une situation en se passant de l'avis de la personne concernée (qui se serait peut-être « contentée » de lancer une injure ou une mandale au relou et/ou de tracer sa route) et d 'autre part que les flics pourront exiger les papiers de l'outrageur potentiel.

Il n'y a rien de réjouissant à cela. En sanctionnant des comportements et des individus « déviants » la loi désamorce une analyse systémique de la domination patriarcale. Elle dote les flics d'un énième prétexte pour faire chier les mecs qu'ils ont déjà dans le viseur [2]: les types qui saturent l'espace « public » (ceux qui trop souvent accostent, pompent l'air, sifflent, suivent, menacent, insultent celles qu'ils identifient comme femmes). Elle vise ceux qui, contrairement aux « bons pères de famille » : chefs d'entreprises respectables, professeurs et hommes politiques admirés, gynécologues (…) n'ont pas la possibilité de faire leurs merdes en restant bien au chaud, planqués par des murs et un statut social valorisé. En somme, les pauvres qui ne « disposent » pas dans leur environnement proche de personnes à agresser, violenter, violer... (épouse, filles, sœurs, cousines, subordonnées, clientes, patientes…) et se comportent en crevards dès la rue, lorsqu'ils choisissent de le faire. Elle menace tout particulièrement les types racisés [3] : non pas parce qu'ils seraient plus sexistes que les autres, mais simplement parce que dans cette société puante t'as vachement plus de chances d'être pauvre quand t'es pas blanc.

Il n'y a aucune évidence à laisser dans les mains de l'État ou d'une quelconque instance extérieure la définition de ce qui est acceptable ou non pour soi. Reprendre sa vie en main implique de se confronter en permanence à notre responsabilité individuelle, d'appréhender les conflits ou les agressions (et leurs conséquences potentielles) dans toute leur singularité et leur complexité. Cela signifie extirper du fond de nos cerveaux l'idée même d'une Justice (système qui prétend punir toute transgression par une peine déterminée à l'avance) pour déterminer par et pour nous-mêmes qu'une ou plusieurs de nos limites ont été franchies. Cela signifie abandonner l'idée qu'il puisse exister une réparation et se demander ce qu'on choisit de faire (ou non) de ce qui a été vécu, seul-e ou avec d'autres, en fonction de nos besoins (dont la fuite, le silence ou la vengeance), de notre éthique et de nos sensibilités. Or en tant que femmes, nous sommes à la fois mises en faiblesse par le patriarcat (qui nous voudrait rivales les unes des autres et toujours dépendantes...) et par l'État qui nous dépossède des mots et des réponses aux agressions que nous subissons parfois. Le chemin à faire pour se positionner en tant qu'individu autonome, laisser s'exprimer nos colères et rencontrer des compagnonnes de route n'en est que plus ardu. Il me semble aussi nécessaire que vertigineux.

Ni victimes ni citoyennes,
Feu à toute autorité !

[1] Activant l'ignoble préjugé selon lequel les affreux sexistes ne sont pas à chercher du côté des blancs (et encore moins des riches ou des chrétiens) mais du côté des immigrés, surtout pauvres (considérés à priori comme musulmans...).
[2] Quoi de mieux que la « protection des femmes » pour faire accepter la création d'une nouvelle police de proximité?
[3] La racisation est le fondement d'un rapport de domination que des personnes subissent. C'est le processus par lequel elles se voient attribuer une supposée race en fonction de certains critères physiques et/ou culturels.

à chaque mâle son remède

À PROPOS DE MÉDECINE PATRIARCALE ET DE DÉPOSSESSION

2013 : je me coltine seule, depuis douze ans, la gestion, les angoisses et les « loupés » d'une sexualité majoritairement hétérosexuelle et à risque de grossesse [1]. Ma situation n'a rien d'exceptionnel : dans cette société hétéro-sexiste, le poids de la (non) reproduction incombe de manière majoritaire et peu questionnée à ceux/celles qui risquent de tomber enceintes : principalement des femmes (mais pas seulement, puisque le fait d'être munies d'un appareil génital féminin ne signifie pas forcément « être une femme »). Parce que la sexualité met en jeu une multitude d'endroits intimes et que trouver une contraception adaptée à ses besoins n'est pas si facile ; parce que les gars prenant en charge ce qui les concerne sont extrêmement rares ; parce que le corps est capable de pirouettes incroyables pour « reproduire l'espèce » et pour tout un tas d'raisons encore (dont les religions, qui rajoutent des couches de tabou, d'interdits et de culpabilité), de nombreuses personnes tombent enceintes sans l'avoir voulu. [2]

Sous nos latitudes, gérer la contraception signifie presque systématiquement être catapultée dans la catégorie de « patient-es ». Cela n'a rien d'une partie de plaisir. La gynécologie se trouve au carrefour entre le pouvoir exercé par la médecine sur tout-un-chacun-e et le patriarcat qui considère les femmes comme d'éternelles mineures [3]. Elle repose sur l'acceptation d'une dépossession quasi complète : le savoir mis entre les mains de spécialistes, nous peinons à garder de la prise sur des décisions qui nous concernent en premier lieu. Il faudrait pas faire perdre de temps au docteur avec nos doutes ou nos peurs ! J'ai ainsi subi pendant presque dix ans les conséquences de moyens contraceptifs dont j'ignorais complètement le fonctionnement [4]. Je suis loin d'être la seule dans ce cas. Les millions de personnes qui utilisent la pilule sans savoir que celle-ci simule la grossesse avant de déclencher des règles artificielles ne sont pas moins malignes que les types avec qui elles couchent (et qui ne se sont jamais posé la question). Celles-ci, distribuées à tour de bras (« pour la contraception », pour « réguler le fonctionnement hormonal », pour « diminuer les douleurs des règles » etc), chamboulent le cycle et diminuent souvent le désir sexuel des personnes qui l'utilisent... Tu parles d'une libération !

Une douzaine d' années à réduire au strict nécessaire mes interactions avec les gynécos afin de limiter leur emprise sur mes ovaires. À batailler pour laisser le moins d'espace possible à leurs sales habitudes : culpabilisation, jugement, dépossession, brutalité et/ou mépris du consentement de cell-eux qui les consultent (qui « s'écoutent trop », sont douillet -tes, pudiques etc). À envoyer paître leurs questions intrusives, souvent pétries de norme hétérosexuelle et monogame et repartir avec une grosse partie de mes incompréhensions. Certaines de ces crapules osent te mettre la pression pour que tu choisisses une contraception avant même de demander si tu cours le risque de tomber enceinte ou pas. Iels se gardent bien d'aborder la question quand leur interlocuteur-trice échappe à leurs schémas étriqués [5] ! S'iels ne sont pas capables d'imaginer que tout le monde ne partage pas une sexualité, et une sexualité hétérosexuelle, ça donne pas envie de leur expliquer que tu te poses des questions sur une éventuelle transition (prises d'hormones, opérations chirurgicales...), que tu vis plusieurs histoires amoureuses ou qu'il t'arrive de coucher avec des inconnu -es (en étant payé-e, ou non...). Nous sommes nombreux-ses à leur mentir abondamment.

À trente ans je décide de régler une fois pour toutes, et sans attendre une hypothétique ménopause, la question de ma fertilité. Les possibilités devant moi ne nécessitent pas toutes l'intervention des blouses blanches (la plus simple étant de ne plus partager de sexualité « fécondante »). Mon choix d'être stérile va au-delà d'une « simple » question pratique. Je veux observer ce que cela bouleversera (ou non) dans mon rapport au genre, à mon corps, ma sexualité et à d'éventuel-les amant-es... Même sûre de cette décision, laisser des médecins me triturer l'intérieur n'est ni facile ni anodin. Mon manque d'autonomie vis-à-vis d'ell-eux me coûte. Peur qu' iels me bousillent ou qu' iels refusent de m'opérer, ce qui aurait signifié faire la route avec une grosse dose de colère supplémentaire [6]. Ces peurs ne sortent pas de nulle part. La médecine qui encourage fortement (voire impose) la stérilisation à des individues considérées comme déviantes ou indésirables (personnes porteuses de handicap mental, psychiatrisé-es, trans, personnes « sans-papiers » déjà mères de familles nombreuses, pauvres et/ou isolées) refuse la plupart du temps d'accéder aux demandes des personnes qui ont des profils « valorisés » (blanches, jeunes, cis [7], « valides », sans enfants, considérées comme inséré-es ou insérables dans cette société puante). Son rôle d'outil servant les délires eugénistes de l'Etat est évident.

Je laisse flotter l'idée un moment avant de dénicher une maternité qui se vante d'être issue des luttes des années 70 (pour l'accès à l'avortement et à la contraception). Premier passage circonspect et long temps de discussion avec la secrétaire. Puis rencard avec le gynécologue qui m'explique la seule méthode pratiquée dans cette clinique : Essure (commercialisée par les laboratoire Bayer depuis 2003). Contrairement à la ligature des trompes, méthode plus ancienne qui nécessite une ou plusieurs incisions, se pratique sous anesthésie générale et est efficace immédiatement, Essure se pratique sans anesthésie. Il s'agit de faire entrer un implant très fin -qui ressemble au petit ressort trouvable dans certains stylos bic et mesure six centimètres déplié- dans chacune des trompes de Fallope (d'où le nom de « stérilisation tubaire »). La stérilisation est effective lorsque le corps a fini de construire une membrane autour de ces éléments étrangers, ce qui bouche les trompes de Fallope en trois ou quatre mois. Soulagée par le fait d'avoir trouvé un lieu (et l'absence de réflexions jugeantes de la part de mes interlocuteurs) je ne questionne pas le non-choix de la méthode qui sera employée pour ma stérilisation, ni la méthode en elle-même.

Ces derniers mois des témoignages qui inquiètent et font grosse colère se propagent sur le web, relayées par un certain nombre de journaux. En Europe et bien plus loin, des milliers de personnes se plaignent d'effets secondaires graves qu'elles attribuent à Essure. Il s'avère que les implants utilisés contiennent des métaux lourds (nickel, titane, chrome, fer, étain, argent, platine, iridium) connus de longue date pour être allergisants et des fibres de PET (polyéthylène téréphtalate) hautement cancérigènes et perturbatrices endocriniennes. Fidèle à son habitude, le corps médical a refusé des mois durant de faire le lien entre la présence de ces implants et les effets secondaires décrits : une fatigue extrême empêchant de réaliser les actes du quotidien, des douleurs musculaires et/ou articulaires, des troubles neurologiques, des douleurs abdominales, un syndrome prémenstruel douloureux, des maux de tête, des vertiges, des essoufflements, des troubles du rythme cardiaque… La parole des personnes concernées a été niée jusqu'à l'absurde.

« *Tout au long de mes rapports avec les gynécologues, je me suis laissée pénétrer et je n'ai pas le souvenir d'avoir jamais eu à donner le signal moi-même que c'était bon pour moi. [...] Alors quand on affirme qu'en dépit de tout contexte, une femme doit avoir le droit de dire "non" même quand elle est nue, au lit avec un homme ou une femme... Ça me fait bien rigoler. Parce que chez bien des médecins ça ne se passe pas comme ça. À l'endroit même, dans le rapport précis où nous sommes censées prendre soin de nos corps et de notre sexualité. Bien sûr qu'on le sait quand on va chez le gynéco qu'on va se prendre un speculum dans la chatte. Mais le consentement qui n'est jamais que l'autorisation ou l'accord donné à un acte, ne peut-être tacite, par définition. Elle n'est déjà pas mirobolante cette liberté qui consiste à avoir encore le droit d'éventuellement donner son accord à une proposition. Alors si les médecins s'en passent comme d'une formalité de bas étage, il n'y a pas beaucoup de chemin à parcourir pour admettre comme un fait que dans notre monde, le consentement des femmes n'est effectivement qu'une formalité de bas étage.* »

Si l'on ne naît pas femme... quels sont les rôles de la médecine dans la fabrique d'individu.es de genre féminin?

Faute d'admettre qu'iels ne comprenaient pas les raisons de ces symptômes ou de reconnaître leur responsabilité certain-es médecins ont décrété que ces douleurs étaient d'ordre « psychologique ». Il y a quelques mois à peine un gynéco a affirmé à une copine qu'il n'y avait aucun problème avec Essure, que les effets secondaires étaient une invention des lobbies « pro life ». Quel cynisme !

L'ANSM (agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) a attendu que l'organisme chargé de renouveller le certificat CE (conforme aux normes européennes) décide d'une suspension temporaire de ce certificat début août 2017 pour suspendre la vente. La reconnaissance des risques, le retrait temporaire du marché (suivi par la décision de Bayer d'arrêter sa commercialisation dans tous les pays sauf les Etats-Unis mi-septembre) sont dus à l'acharnement de milliers de personnes un peu partout. Ces charognes qui n'appliquent le « principe de précaution » que quand ça les arrange ont continué à implanter ces merdes jusqu'à la dernière minute [8].

Et c'est loin d'être fini. La Science dont on nous rebat les oreilles en permanence, celle qui parvient à envoyer des sondes spatiales sur mars ou manipuler l'ADN dans tous les sens n'a pas prévu de protocole de retrait de ces foutus implants. Dans plusieurs cas leur extraction s'est accompagnée d'une ablation de tout l'appareil génital. Des dizaines de milliers d'individus se voient refuser l'opération sous prétexte qu'iels ne sont pas (encore?) malades, et qu'iels ne le seront peut-être pas.

Je crache sur la prétention qu'a la médecine de faire de chacune d'entre nous ses cobayes potentielles, autant que sur le statut de victime « offert » par la loi. Je suis furax contre la gynéco, sa prétention à gérer la population en asseyant son pouvoir sur le corps des femmes (et trans), se fout bien de leur faire bouffer de la merde et des conséquences que cela peut avoir sur leur santé. Je rêve d'émeutes d'IMpatientes qui ruent dans les brancards pour détruire le piédestal sur lesquel trônent tous-tes ces « spécialistes » : scientifiques et médecins.

Nous avons besoin de mots pour décrire et analyser la violence qui nous est faite et nous y attaquer : brisons les tabous et la honte qui entourent sexualités et avortement.

L'enjeu est de taille : reprendre de la maîtrise sur nos corps et partant de là, reprendre de la prise sur nos existences.

---

[1] Sur fond d'images et de représentations qui limitent le partage de sexualités à la pénétration vaginale et bien souvent au plaisir masculin (quand il ne s'agit pas de mises en scène de viols).
[2] En 2016 il y a eu 211 900 interruptions volontaires de grossesse en France. en quatre ans ça représente la population de Marseille.
[3] Les mots utilisés ne sont pas annodins. L'adjectif qui vient qualifier le rapport de domination que des personnes subissent en tant que femmes (dépossession, tutelle, minimisation...) parle d'un autre rapport de domination: celui des adultes sur les enfants.
[4] L'injonction à choisir immédiatement un (nouveau) moyen de contraception illustre la culpabilisation présente de manière insidieuse au moment de l'avortement. (« 0n t'avorte mais faudrait vraiment que tu sois la pire des irresponsables pour ne pas reprendre de suite une contraception »).
[5] J'imagine que les entretiens doivent être encore plus horribles en cas de MST.
[6] À ce sujet c'est possible de lire le texte "Mauvaise blague" sur Infokiosque.net.
[7] Qui se reconnaît dans le genre qui lui a été attribué à la naissance.
[8] L'ANSM refuse actuellement de retirer le Lévothyrox (laboratoire Merck) du marché, alors que 14 patient-es sont décédé-es et que plus de 14 000 signalements d'effets secondaires ont été recencés...

QUELQUES PROPOSITIONS DE LECTURES/ ÉMISSIONS RADIO...

Sur l'**ARTICULATION ENTRE MÉDECINE, CONSTRUCTION GENRÉE ET CONSENTEMENT**, Il y a plusieurs textes que l'on trouve intéressants... « Si l'on ne naît pas femme » trouvable sur le blog des épineuses : https://lesepineuses.noblogs.org/ . « Transistor: trans terriblement féministes : des femmes et des hommes trans parlent de leurs rapports aux institutions » trouvable https://ttf.poivron.org/spip.php?article7. La brochure « S'armer jusqu'aux lèvres » trouvable sur Infokiosque.net [Brochures subversives à lire, imprimer, propager] tient d'avantage d'une trousse à outils pour arriver mieux armé-es lors des consultations gynécos.

C'est possible d'écouter l'émission radio « Stérilisation, contraception, procréation : sous haute surveillance » trouvable sur le site www.radiorageuses.net (Nébuleuse d'émissions de féministes, de gouines, de trans et de femmes). Émission mise en ligne par deux collectifs : « on est pas des cadeaux » et « Lilith, Martine et les autres ».

Il y a aussi plusieurs textes qui causent de différentes formes de contraception masculine: la brochure « Rapports » et «Vasectomie, une contraception à visée définitive » qui sont trouvables sur le blog remuer notre merdre (bibliothèque hommes et patriarcat).